

Paris ouvre une « bulle d'accueil » de court séjour pour les migrants

Un camp humanitaire de 400 à 600 places doit ouvrir dans une friche SNCF du 18^e arrondissement début octobre pour éviter les campements informels

Construire un camp humanitaire dont Paris serait fier... Anne Hidalgo, maire (PS) de la capitale, devait détailler, mardi 6 septembre, comment elle comptait réaliser ce pari lancé le 31 mai. Objectif : ne plus voir des centaines de migrants camper dans les rues de sa ville, et des scènes répétées de campements démantelés dans le nord de Paris. A l'époque, les milieux de l'hébergement d'urgence et de l'accueil des migrants s'étaient montrés incrédules, échaudés par les alignements de conteneurs blancs du camp de Calais, ou ailleurs, les tentes du Haut-Commissariat aux réfugiés. A un mois de son ouverture, prévue pour fin septembre ou début octobre, le camp humanitaire de Paris s'annonce pourtant comme un lieu innovant et modulable. Il

vera le jour dans un ancien entrepot de la SNCF au 70, boulevard Ney, dans le 18^e arrondissement de Paris. Son installation coûtera 5,2 millions d'euros à la Ville de Paris et 1,33 million à l'Etat.

Pour répondre aux contraintes imposées par le lieu, pour coller au plus près au cahier des charges de la Mairie et aux besoins spécifiques de ce public, Julien Beller, l'architecte retenu, a prévu un agencement en deux parties.

« Vrais lieux de vie »

« Le lieu sera organisé autour d'une bulle gonflable en PVC tissé, en guise de lieu d'accueil, et d'ilots de conteneurs maritimes organisés en quartiers de différentes couleurs, posés sur les deux étages d'une halle de béton préexistante », décrit-il. C'est dans ces conteneurs que dormiront les hommes

ne voyageant pas en famille. Emmaüs Solidarité sera l'opérateur de ce lieu qui accueillera quatre cents personnes à son ouverture, mais dont la capacité d'accueil pourra monter à six cents places.

L'association est aux côtés des exilés dans les rues de la capitale depuis des années. Elle a été choisie pour son savoir-faire et sa capacité à innover. « Puisqu'il n'existait pas vraiment de modèle de camp satisfaisant à nos yeux, explique Aurélie El Hassak-Marzorati, la directrice générale adjointe, nous avons listé tout ce que nous refusions et sommes partis de là. »

Pas d'alignement de conteneurs, donc. Mais « la création de vrais lieux de vie, avec une Wi-Fi disponible dans les espaces de restauration », indique M^{me} El Hassak-Marzorati, en évoquant les

huit ilots prévus chacun pour une cinquantaine de personnes, avec leurs six douches et toilettes. « Les migrants y dormiront par groupes de quatre avec à leur disposition une petite armoire et une prise électrique », complète Julien Beller, l'architecte.

Pour ce projet, le bâtisseur, assez atypique dans le paysage, a utilisé ses années de travail auprès des gens du voyage, autant que son expérience des friches industriel-

« Ce camp est un palliatif à la rue, et surtout pas un hébergement de moyen terme »

DOMINIQUE VERSINI
adjointe à la maire de Paris

les. « Même si ce projet est pensé pour être déménagé dans deux ans lorsque les travaux du campus Condorcet commenceront boulevard Ney, il devait s'insérer parfaitement dans cet interstice libre aujourd'hui », précise-t-il. Si M. Beller croit au déménagement à venir, le milieu universitaire reste, lui, plus dubitatif sur la possibilité de récupérer le terrain dans deux ans.

Le parcours au sein du camp humanitaire commencera sous la bulle. « Les migrants débarquant à Paris seront tous accueillis dans cet espace ouvert sept jours sur sept de 8 heures à 20 heures, explique Dominique Versini, l'adjointe à la maire de Paris chargée de la solidarité et de la lutte contre les exclusions. Ils y recevront une carte nominative, bénéficieront d'un temps de repos, d'un repas et, pour ceux qui le souhaitent, d'un diagnostic infirmier opéré, juste à l'extérieur, dans des conteneurs spécifiques, par le SAMU social. »

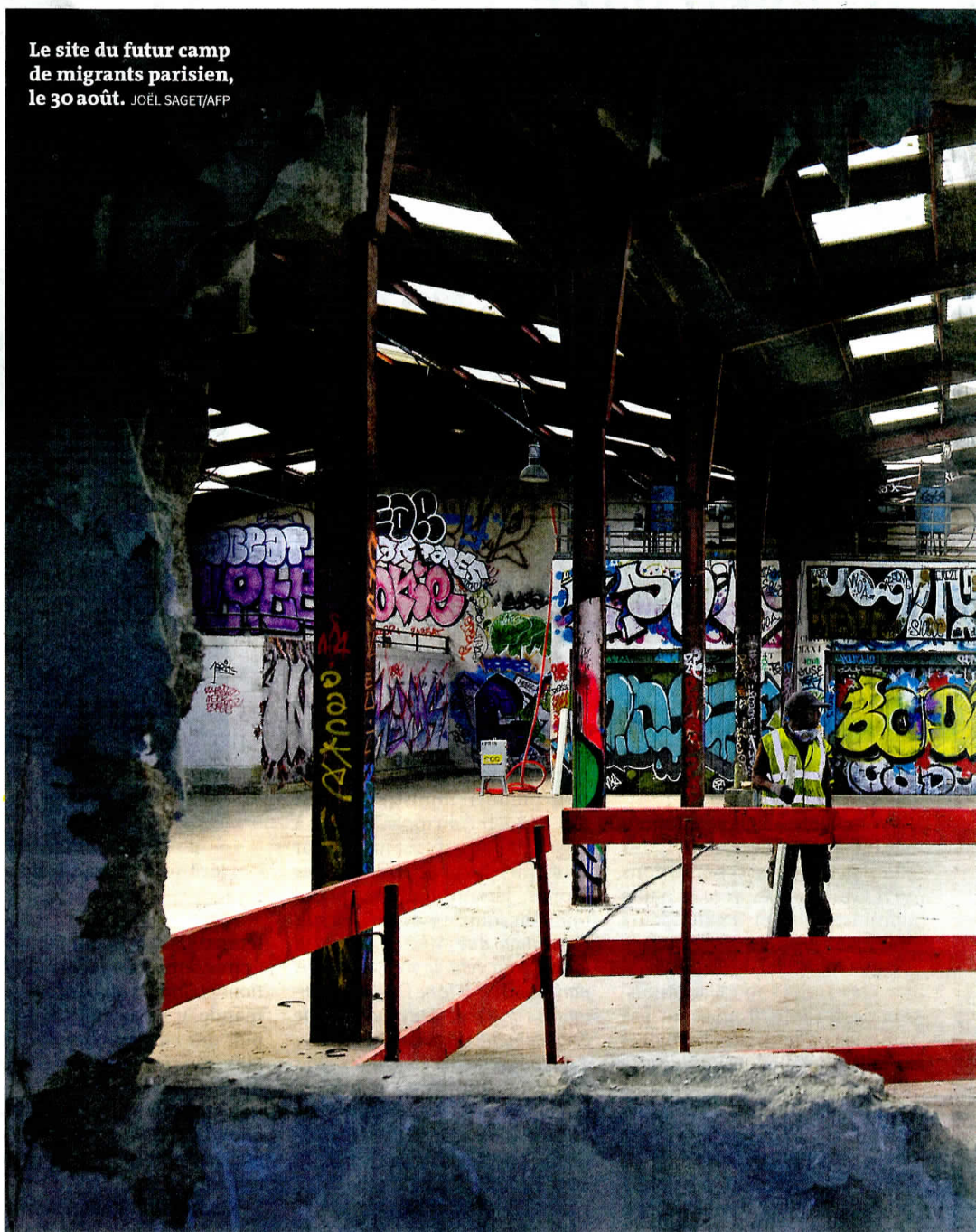
Médecins du monde sera lui aussi présent dans la structure, comme l'Office français de l'immigration et de l'intégration et France terre d'asile.

8,6 millions d'euros

La Ville de Paris prendra à sa charge 50 % du coût de fonctionnement du pôle « accueil de jour », soit 1,2 million d'euros par an. Le reste sera couvert par l'Etat, qui paiera notamment l'intégralité du coût de fonctionnement du pôle « hébergement ». Globalement, le budget annuel est évalué à 8,6 millions d'euros, soit 40 euros par personne et par jour.

En complément de ce lieu, un autre espace sera aménagé à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), spécifiquement pensé pour les familles. Parents et enfants y seront emmenés en bus après avoir été eux aussi accueillis sous la bulle du boulevard Ney. Ce deuxième camp ouvrira en fin d'année. Il offrira trois cents places autour d'espaces de parentalité et des lieux pour faire soi-même sa cuisine. Les hommes seuls, eux, resteront dans les conteneurs de la halle, boulevard Ney.

Le site du futur camp de migrants parisien, le 30 août. JOËL SAGET/AFP



L'Etat, arbitre du succès ou de l'échec du projet Hidalgo

L'ouverture de places d'hébergement en province est nécessaire pour éviter la saturation du campement parisien

Paris aura beau construire le camp humanitaire le mieux pensé, la capitale ne sera pas maîtresse de son destin. La réussite ou l'échec du projet est entre les mains de l'Etat. Si le ministre de l'intérieur, Bernard

Cazeneuve, et la ministre du logement, Emmanuelle Cosse, n'orientent pas chaque jour suffisamment de migrants hébergés dans le camp humanitaire vers des dispositifs dédiés en province, l'Etat signera l'arrêt de mort de

cette initiative parisienne qui vise à éviter les campements de rue.

Le calcul est simple : avec 80 arrivées quotidiennes d'étrangers à Paris, il faut autant de départs vers un dispositif dédié. Sinon les 400 (ou 600) places du boulevard Ney deviendront en quelques jours ridiculement insuffisantes. C'est la raison pour laquelle l'Etat et la Ville devraient signer, d'ici à la fin de la semaine, un protocole précisant les obligations de chacun.

Au ministère de l'intérieur, on expliquait, lundi 5 septembre, « vouloir la réussite du projet » et tabler pour cela sur la montée en puissance des centres d'accueil et d'orientation (CAO). Pour être en mesure d'envoyer chaque jour plusieurs dizaines de personnes de Paris vers la province, les services de l'Etat s'appuient en effet sur les 2 000 places qui devraient être disponibles dans ce dispositif d'ici à la fin de l'année. Plusieurs fois annoncée au cours de l'été par M^{me} Cosse ou M. Cazeneuve, sans être à ce jour effective, l'augmentation de ce parc d'hébergements en province consacrés à des migrants se préparant à faire une demande d'asile est la clé du désengorgement de Paris.

Selon l'intérieur, « maintenant que les lieux de vacances se sont vidés, des maires se sont engagés à y accueillir des exilés ». Aux nouveaux lieux d'accueil devrait s'ajouter une optimisation

du nombre d'étrangers reçus dans les CAO qui hébergeaient déjà des migrants venus de la « jungle » de Calais. « Nous tablons chaque mois sur 1500 nouvelles places libres en CAO et 1000 en centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) », estimait lundi l'entourage de la ministre du logement. Ces places en CADA ne sont pas nouvelles. Annoncées il y a un an par le ministre de l'intérieur, elles n'arrivent sur le marché qu'à compter de cette fin d'année.

Engorgement

Selon les calculs des ministères du logement et de l'intérieur, ces deux dispositifs devraient, bon an mal an, permettre d'absorber les arrivées quotidiennes dans la capitale. D'autant que les contrôles policiers vont prochainement être renforcés aux frontières et partout en France pour limiter les nouvelles arrivées, annonçait hier l'entourage de Bernard Cazeneuve.

Par ailleurs, tous les migrants hébergés par le centre humanitaire parisien ne seront pas pris en charge par l'Etat. Le protocole qui lie les deux parties devrait préciser que ceux qu'on appelle les « dublinés » n'entrent pas dans le dispositif – il s'agit de 20 à 30 % de demandeurs d'asile parisiens qui ont laissé leurs empreintes dans un autre pays d'Europe et qui, au nom du règlement de Dublin, devraient y demander l'asile. Ceux-là

n'auront plus d'abri après leurs cinq nuits dans le camp parisien. « En fait, Paris va héberger sans condition, mais on peut tabler ensuite sur l'évaporation d'un certain nombre de publics au bout de leur période dans le camp, commente une source proche du dossier, puisque seuls les demandeurs d'asile seront emmenés en province. »

La stratégie pourrait permettre à l'Etat de trouver assez de places pour assurer la fluidité du camp parisien, mais risque en retour d'engorger un peu plus les services d'hébergement d'urgence de la Ville de Paris. A moins que les « dublinés » de Paris n'aillent s'installer dans la « jungle » de Calais et en repartent ensuite vers un CAO. Car, autre lieu, autre règle, un « dubliné » venant de Calais a, lui, droit à une place en centre d'accueil.

Si l'Etat est bel et bien l'arbitre de la politique d'accueil parisienne, il risque fort de n'en tirer aucune gloire, marqué par une politique d'accueil très fermée depuis 2012. Si le camp est une réussite, le succès en reviendra à Anne Hidalgo. Si au contraire l'initiative s'embourbe, ce sera la faute des services de l'Etat. La place Beauvau était bien consciente de cet écueil, qui, sans une demande de l'Elysée d'« aider Anne Hidalgo », se serait contentée de gérer les migrants de Calais sans s'embarrasser de ceux de la capitale.

MARYLINE BAUMARD



Chaque mois, un voyage à travers le temps et les grandes civilisations à l'origine de notre monde

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



« Faire cohabiter des réfugiés avec des particuliers facilite leur intégration »

Le gouvernement va soutenir financièrement l'accueil de migrants dans des familles

J'ai retrouvé chez les Griffaton une vie de famille», apprécie Abou. Ce réfugié mauritanien de 25 ans est arrivé en France en décembre 2015. Cet été, pendant six semaines, le jeune homme a cohabité avec Thierry et Corinne Griffaton ainsi que leurs quatre enfants. Ils lui ont ouvert les portes de leur maison familiale située en banlieue parisienne, à Cachan (Val-de-Marne). Un modèle d'accueil des réfugiés dans des familles que le gouvernement souhaite développer.

Le 10 août, la ministre du logement, Emmanuelle Cosse, a ainsi lancé un appel à projets pour développer « l'expérimentation de dispositifs d'hébergement de réfugiés chez les particuliers ». « Le but est d'apporter un complément de l'offre d'accueil plus classique. Il s'agit de reprendre et d'accompagner une pratique solidaire », explique le ministère du logement. Le dispositif doit permettre d'accueillir 1 000 réfugiés. L'Etat va soutenir financièrement, à hauteur de 1 500 euros par personne et par an, les associations qui mettent en place un accompagnement individuel des migrants. Objectif : aider les migrants à réussir leur parcours d'intégration et à « construire un projet de sortie vers un logement pérenne et autonome ».

La diffusion de la photo d'Aylan Kurdi, mort noyé le 2 septembre 2015 alors que sa famille tentait de rejoindre l'Europe, a été un « déclencheur » pour Thierry Griffaton. L'administrateur de biens de 46 ans contacte alors le Service jésuite des réfugiés (JRS). L'association est à l'origine du projet « Welcome en France », qui propose à des familles d'héberger un demandeur d'asile pendant environ un mois. L'objectif ? Vivre une expérience d'hospitalité réciproque. « Il faut s'intéresser à la personne en elle-même et pas seulement à ses problèmes », souligne Corinne Griffaton. Nous l'avons reçu comme nous aurions accueilli un ami. »

« Gifle culturelle »

En février et en mars 2015, les Griffaton avaient déjà tenté l'expérience avec Momo, un réfugié afghan de 35 ans. « Nous sommes impressionnés de la facilité avec laquelle tous les deux se sont adaptés à la vie de famille », affirme le couple. Repas avec des amis, jeux avec les enfants... Au fil des activités, un véritable lien s'est créé entre les hébergeurs et les réfugiés. « Abou, c'est comme un fils pour nous », précise la mère de famille.

Depuis le départ de Momo et d'Abou, la famille est régulièrement en contact avec ses protégés.

« Ils ont tous les deux une histoire très forte. Le fait de la partager avec nous, c'était très enrichissant. Nous avons beaucoup appris », explique Thierry Griffaton.

Un enrichissement qualifié de véritable « gifle culturelle » par Farshad Emam, qui a hébergé Rudi, un réfugié syrien de 28 ans, en avril et mai, par le biais du projet « Comme à la maison » (CALM), lancé par l'association Singa France. « Je ne présente plus Rudi comme un réfugié mais comme mon ami », souligne ce producteur musical de 35 ans. Il m'a permis de voir la vie d'une autre manière. »

Dès leur première rencontre dans un café parisien, le courant passe entre les deux hommes qui partagent le même intérêt pour la géopolitique. Mais aussi le même goût pour les bons plats. « Nous sommes des gourmands tous les deux. Il m'a fait découvrir les spécialités syriennes et moi la cuisine française. C'était des moments de partage », se souvient Farshad Emam.

Lorsque le producteur musical annonce à son entourage qu'il s'appête à recevoir un réfugié dans une des chambres vides de son appartement de Palaiseau (Essonne), ses amis sont sceptiques. « Ils ont réagi assez vivement. Mais cela leur a permis d'ouvrir les

yeux », explique le trentenaire, pour qui, face au drame des migrants, « il faut agir ».

Un sentiment partagé par Nadine Glad, qui héberge Jallal (le prénom a été modifié), un réfugié syrien de 35 ans, depuis décembre 2015, par l'intermédiaire de Singa France. Impliquée dans le milieu associatif, la femme de 68 ans s'est sentie concernée par la crise migratoire qui frappe l'Europe. « J'avais quelques craintes au début, notamment la barrière de la langue. Je vivais seule depuis cinq ans, il a fallu composer, trouver un juste milieu. J'ai appris à garder une certaine distance sans être indifférente, explique-t-elle. Lorsqu'on accueille quelqu'un avec une histoire aussi forte, nous devenons partie prenante de celle-ci. »

Le contrat d'hébergement établi par Singa a pris fin, mais Nadine Glad a décidé de continuer de loger Jallal le temps qu'il termine les études reprises à l'université Paris-VIII. « Faire cohabiter des réfugiés avec des particuliers facilite leur intégration car cela permet de leur donner les codes de la société française, souligne l'hôte. Six mois dans une vie, c'est rien. Si chacun apportait sa pierre à l'édifice, ce serait déjà énorme. » ■

CAMILLE SELLIER

« Ce camp est un palliatif à la rue, et surtout pas un hébergement de moyen terme », rappelle M^{me} Versini qui, en accord avec l'Etat, estime que la durée moyenne de séjour n'y excédera pas une semaine. « Juste le temps pour chacun de se reposer et d'être orienté vers un dispositif correspondant à sa situation », ajoute celle qui a beaucoup travaillé à l'élaboration du centre. L'Etat promet d'ouvrir massivement des places en centres d'accueil et d'orientation (CAO) et en centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) pour recevoir les candidats au statut de réfugiés, afin de désengorger la capitale et d'éviter l'embolie du camp.

Depuis l'été 2015, des centaines de migrants campent dans les rues de Paris. Dès le 9 juin 2015, la maire de Paris, Anne Hidalgo, avait souhaité les mettre à l'abri, proposant la création d'une maison des migrants, rejetée par le gouvernement. Mais, un an plus tard, le plan du ministère de l'intérieur n'a pas permis de résorber les campements récurrents sur les trottoirs. Anne Hidalgo a donc annoncé l'ouverture de ce lieu humanitaire. Le gouvernement a préféré se rallier à une initiative qu'il ne pourrait empêcher plutôt que de laisser la première ville de France faire cavalier seul.

En attendant cette ouverture, l'ambiance reste tendue dans la capitale. La Préfecture de police de Paris n'a eu de cesse de disperser tout l'été les migrants afin d'éviter les campements. La distribution massive d'obligations de quitter le territoire (OQTF) et la difficulté à déposer une demande d'asile dans la capitale ont exaspéré les associations. De leur côté, la Préfecture de Paris et celle de région mettent en avant les 15 000 propositions d'hébergements faites à des migrants depuis juin 2015. Lundi 5 septembre, les maires des 10^e et 19^e arrondissements déploieraient pourtant encore, dans un courrier adressé aux ministres de l'intérieur et du logement, la présence de « campements de la honte » au sein de leurs arrondissements. ■

MARYLINE BAUMARD

Le sort de Calais lié au calendrier parisien

Le démantèlement de la « jungle » pourrait intervenir au moment de l'ouverture du camp

Le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, a promis, vendredi 2 septembre, d'évacuer la « jungle » de Calais « avant la fin de l'année ». Lundi 5 septembre, son entourage évoquait l'idée d'une opération concomitante à l'ouverture du camp humanitaire parisien, fin septembre ou début octobre.

Sur la question des migrants, Paris et Calais sont en prise directe. Mener ces deux opérations de front éviterait un afflux massif de migrants calaisiens cherchant un hébergement à Paris. Cela limiterait aussi les départs vers la « jungle » de Calais des migrants que l'Etat ne souhaite pas héberger en province à l'issue des cinq jours passés dans le camp d'accueil parisien. Notamment ceux qui, d'après les règles européennes, devraient faire leur demande d'asile dans le premier pays d'Europe qu'ils ont foulé.

Mais, pour lancer le démantèlement de la « jungle », le ministre de l'intérieur a besoin de deux conditions. D'une part, il lui faut l'aval du Conseil d'Etat pour fermer les commerces informels de la zone nord du camp, puisque, le 12 août, le tribunal administratif de Lille ne lui a pas reconnu ce droit. D'autre part, il a besoin de plus de 6 000 places d'hébergement disponibles dans d'autres régions de France en centres d'accueil et d'orientation.

L'Etat souhaite en effet éviter que les migrants ne s'installent dans les campements voisins, comme cela s'était produit au lendemain du démantèlement de la zone sud en février. Une partie des exilés délogés se sont entassés dans la zone nord et les autres ont rejoint les petits campements du littoral, de la Bretagne à Rotterdam au Pays-Bas. ■

M. B.

Si le ministre de l'intérieur assure aujourd'hui avoir toujours voulu démanteler le plus grand campement de France, il avait d'abord été question, en mai, après le démantèlement de la moitié sud de la jungle, d'aménager la zone nord. Après que toutes les télévisions du monde eurent filmé la démolition des cabanes et la réinstallation de familles en zone nord, il n'était plus vraiment question, alors, de détruire le bidonville.

Blocage de l'autoroute

L'opposition de la maire de Calais à ces projets d'aménagement a sans doute pesé dans la décision récente du ministre. Aujourd'hui, la population du camp a atteint des records : 6 900 migrants selon l'Etat, 9 000 selon des associations, provoquant des appels multiples au démantèlement total de la part d'acteurs économiques et politiques locaux.

La journée de lundi, à Calais, a été marquée par des manifestations des acteurs économiques. Le blocage de l'autoroute aurait même été prolongé « [s'il n'y avait] pas eu confirmation du démantèlement rapide de la « jungle » », a déclaré David Sagnard, président départemental de la Fédération nationale des transporteurs routiers, à l'issue du mouvement. Les routiers éprouvent des difficultés à travailler, car les attaques des migrants sont de plus en plus violentes contre les camions.

Si une partie des migrants a renoncé à rejoindre l'Angleterre, les nouveaux venus tentent leur chance. D'autant que, malgré les démentis des autorités, et en dépit du renforcement de la présence policière, chaque nuit, un certain nombre d'entre eux parviennent à passer en Grande-Bretagne. ■

ALLEZ L'INFO!

MARC-OLIVIER FOGIEL
18:00-20:00

RTL
#RTLBOUGE | RTL.fr